

L'Humanité Rouge

Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61.75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

● Afrique

L'AGRESSION SOVIETIQUE DENONCEE

Des diplomates américains chez Marchais, Mitterrand pour des élections anticipées, Chirac attend Giscard au tournant

VERS UNE CRISE PLUS PROFONDE

On ne le dira jamais assez, les récentes élections municipales n'ont été qu'une étape vers une redistribution des cartes entre les divers partis bourgeois.

La mise en sourdine des profondes divisions au sein de la coalition RPR-RI-Centristes n'est que provisoire et prélude à de nouveaux affrontements, la défaite électorale précipitant les réajustements de compte.

Ainsi Chirac annonce clairement que son groupe fera de la question du parlement européen la pierre

de touche de son soutien à Giscard. Et dans l'état actuel des choses il affirme qu'il ne le soutiendra pas. Ce qui amène tout naturellement à envisager sérieusement la possibilité d'un éclatement de la coalition au pouvoir lors de la session parlementaire qui vient de s'ouvrir et l'organisation d'élections législatives anticipées.

C'est d'ailleurs cette éventualité qui présidera au prochain sommet de l'Union de la gauche derrière l'objectif de «réactualisation du Programme commun».

Dans le «Nouvel observateur» de cette semaine, Mitterrand critique le fait que Giscard ne dissolve pas le Parlement, ce qui selon lui «empêche le pays de repartir d'un bon pied avec une nouvelle majorité»...

Regrettant que «l'autorité présidentielle décline» au moment où «rien n'est plus important pour la France que de rassembler ses forces pour dominer la crise économique», Mitterrand réclame dès maintenant le poste de Barre afin d'accomplir ce redressement que les bourgeois souhaitent tant.

Au sein même de la coalition giscardienne des voix s'élèvent pour réclamer la dissolution du Parlement. Ainsi Bertrand Mokta, président du centre national des indépendants, demande cette dissolution «plus conforme à l'intérêt de la France qu'une paralysie de 12 mois...»

Car en fait, plus que leurs rivalités internes, ce qui pousse tous ces messieurs vers de telles éventualités, c'est l'inquiétude qui leur est commune face au développement d'un mouvement révolutionnaire de masse

spontané provoqué par l'aggravation de la crise économique.

Pour tous ces bourgeois, 11 mois sans élections, c'est risquer de voir l'action des masses populaires venir troubler leurs tripatouillages et réduire à néant les calculs des uns et des autres. Cette perspective par contre réjouit tous les ouvriers conscients et c'est celle-là que préparent et soutiennent activement les marxistes-léninistes au cœur des luttes de masse contre toute solution bourgeoise à la crise, contre le plan Barre et le Programme commun.

Les combats se poursuivent dans la région du Shaba entre l'armée zaïroise et les mercenaires de Moscou.

D'après les dernières informations, il semble que la ligne de front se soit stabilisée à 80 km à l'ouest de Kolwesi, la capitale de cette région minière, au niveau du nœud ferroviaire de Mutshsha. Les ex-gendarmes katangais et leurs «conseillers» cubains seraient donc arrêtés à environ cinquante km dans le territoire cubain. Après une réorganisation de son état-major, l'armée zaïroise paraît s'être reprise après les revers des premiers jours. De plus, la manifestation anti-impérialiste de dimanche où 40 000 personnes ont dénoncé les «chiens du social-impérialisme» a prouvé que malgré ce que disent les sirènes trotsko-révisionnistes, le peuple zaïrois a clairement montré qu'il savait reconnaître son ennemi principal.

Après la rupture des relations diplomatiques entre le Zaïre et Cuba, après la décision de Moscou d'annuler l'ouverture d'une ligne commerciale URSS-Zaïre, à qui Brejnev et les autres révisionnistes voudront-ils encore faire croire que ce problème est purement interne au Zaïre. Si un conflit interne c'est l'invasion à partir de l'Angola de troupes équipées de matériel soviétique et encadrées par des Cubains, on se demande ce qu'est une agression.

Les pays d'Afrique ne s'y trompent d'ailleurs pas. Après les commentaires réservés du président Nyérére, suite au voyage de Podgorny en Tanzanie, après les nettes prises de position contre l'agression dont est victime le Zaïre de la part du président et du secrétaire de l'Organisation de l'unité africaine, les présidents Houphouët-Boigny, de la Côte d'Ivoire, et Senghor du Sénégal viennent à leur tour de mettre en garde Moscou contre toute aventure sur leur territoire.

Podgorny peut toujours continuer ses déclarations fracassantes sur «la nécessité d'extirper l'impérialisme et le colonialisme d'Afrique», de plus en plus, les peuples d'Afrique voient clair dans son jeu.

Editorial

Après l'assassinat de Tramoni une campagne d'intoxication De «L'Aurore» à «L'Humanité» :

Décidément la bourgeoisie connaît bien ses ennemis et jamais elle ne perd une occasion pour mener une campagne d'intoxication contre ceux qu'elle appelle les «maos», mais qui visent en réalité tous les révolutionnaires qui se réclament du marxisme-léninisme et de la pensée-maoïsetoung.

Pourtant, pourrait-on dire, chacun sait que ça n'est pas nous, directement, qui sommes visés. Chacun sait que nous n'approuvons pas des actions comme celles qui sont à l'origine de cette campagne de presse. Bien sûr, nous ne les approuvons pas. Même s'il est certain que la mort de l'assassin Tramoni n'a fait de la peine ni à nous ni à la classe ouvrière, même si on peut supposer que ceux qui l'ont fait étaient sincères, nous devons le répéter : ce type d'actions coupées des masses et exécutées de manière individuelle n'est absolument pas susceptible de faire progresser la lutte de classe dans notre pays. Tout au plus certaines d'entre elles font-elles plaisir.

Dans le camp de la bourgeoisie, c'est le grand déchainement. Celle-ci exploite en effet à fond cette occasion pour déchaîner sa campagne «antimaoïste». «L'Aurore» titre «La traque aux maos», «Le Matin de Paris» écrit «La chasse aux maos», celui-ci ayant d'ailleurs un petit mot pour nous au passage et parlant en outre «des enfants perdus du maoïsme, condamnés à la marge, ressassant leur rancœur et leur vengeance»... Tout un programme !

Les stations radios pour leur part ne loupent

pas non plus l'occasion. A chaque heure on a droit à un papier sur les «maos».

Il est bien évident que toute cette campagne est entièrement disproportionnée par rapport aux faits. La bourgeoisie ne fait pas tant de battage quand un travailleur immigré est victime d'un crime raciste. Il y a une volonté délibérée de tenter de présenter les marxistes-léninistes comme de redoutables malfaiteurs prêts à tout. Cela justifie d'avance toutes les répressions à venir.

Les révisionnistes, pour leur part, ressortent leur vieux refrain : «provocation, manipulation, flics». «L'Humanité» blanche ne s'y prend pas comme «L'Aurore», mais le résultat est le même, ce sont des «irresponsables criminels».

Voilà un langage que l'on avait déjà entendu dans la bouche des révisionnistes. A cette époque, il y a cinq ans, l'irresponsable et le flic c'était un certain Pierre Overney qui venait d'être assassiné par Tramoni. Ainsi déjà les révisionnistes à cette époque avaient pris la défense de l'assassin de Pierre Overney, Antoine Tramoni, et de son patron, la Régie Renault. A cette époque des dizaines de milliers de voix avaient crié : Dreyfus assassin, PCF complice. Aujourd'hui nous constatons une nouvelle fois que le PCF est à côté des fascistes de «L'Aurore» contre le mouvement marxiste-léniniste dans leur campagne commune d'intoxication réactionnaire et anticommuniste.

● Grande-Bretagne

Le gouvernement Callaghan aura échoué dans sa tentative d'associer les travailleurs britanniques au plan d'austérité dont ils sont les premières victimes. Un nombre croissant de délégués syndicaux, membres des TUC qui collaborent activement à la politique antisociale du gouvernement travailliste, se font l'écho de la colère du prolétariat de Grande-Bretagne.

1700 d'entre eux viennent de faire savoir qu'ils ne sont pas d'accord pour accepter une nouvelle limitation volontaire des salaires et appellent à une journée d'action et de grève le 20 avril prochain.

Ils représentent 19 syndicats des secteurs de l'automobile, des mines, des docks, du bâtiment, et des employés.

Par ailleurs, imitant l'exemple des ouvriers de «British Leyland», 520 ouvriers électriciens en grève depuis 11 jours viennent de provoquer la fermeture du plus grand complexe sidérurgique de Grande-Bretagne à Port Talbot (Pays de Galles). De même 4 000 techniciens des services de «British Airways» sont en grève pour refuser le «contrat social» de Callaghan et, boycottant leurs syndicats traités, exigent de négocier directement avec la compagnie.





Poursuivie par la «justice», une mère de famille se suicide pour un beefsteack

Cela commence comme une histoire somme toute assez banale aujourd'hui. Une femme d'une quarantaine d'années s'empare d'un beefsteack de 30 F au supermarché de Dinan.

Prise en «flagrant délit», elle est conduite au directeur du supermarché qui la somme de payer puis appelle le commissariat. Les policiers la relâchent après avoir pris son identité. Mais elle aurait une fausse identité. Dès lors, la police n'aura pas de repos avant d'avoir mis la main sur la «coupable».

Un jour, sur un marché, un inspecteur croit la reconnaître, la prend en filature et la fait interpellé par les gendarmes. Il s'agit de Mme Aubry, mère de 3 enfants. Toute la famille habite dans un village dans une pièce de 25m² et un grenier aménagé.

Mme Aubry entendue par la police nie formellement. Deux jours après, le 7 mars, elle doit passer devant le procureur pour répondre du vol du morceau de viande, déjà remboursé. Elle envoie alors comme chaque jour sa fille aînée à l'école et conduit ses deux autres enfants au car de ramassage qui doit les conduire au centre médico-pédagogique.

Puis elle repart en bicyclette et se jette dans la Rance. Son corps sera

découvert dix jours plus tard dans la rivière. Mme Aubry avait-elle tort de s'inquiéter des suites de l'affaire dont elle était accusée ? Rappelons nous qu'en 72 une mère de 9 enfants, Mme Hurier vivant près d'Hirson dans l'Aisne a été emmenée en prison parce qu'elle avait omis de payer les 78F que coûtait la location d'un poste de télévision. Cette fois là, c'est son fils aîné qui n'avait pas supporté l'humiliation et s'était donné la mort.

Alors qu'elle acquitte des patrons responsables de la mort de leurs ouvriers par soif de profit, la «justice» poursuit féroce et traite comme des criminels de simples gens accusés de menus larcins.

Or, il est inévitable que de tels faits se multiplient à une époque où la crise s'aggrave avec son cortège de chômage, de bas-salaires et de misère. De tels agissements montrent bien que la justice ne sert, comme la police, qu'une seule classe celle des capitalistes qui domine la vie de notre pays. Les dénoncer est nécessaire, mais ce n'est pas suffisant. Il faut aussi montrer à l'encontre de tous les marchands d'illusion qui se jettent comme des rapaces sur de tels forfaits, quelle est la seule manière d'y mettre fin: renverser par la révolution la classe des exploités.



Le festival du film albanais

La lutte d'un communiste infiltré dans les bandes fascistes «Opération feu»

Le film retrace la lutte contre les bandes armées envoyées par l'étranger, alimentées par les Italiens et les Américains contre le pouvoir populaire. Le Parti et la Sécurité albanaise décident d'infiltrer un ancien partisan, membre du parti, dans ces bandes. Mais le film nous montre tout le contraire d'un film d'espionnage ou de guerre bourgeoise. Le héros, reste toujours lié au parti. Sa tâche est de rassembler toutes les bandes dispersées afin que la Sécurité puisse les anéantir d'un coup. C'est l'occasion de dépendre un héros, et non pas un sur-

homme. Tous les jours le communiste rencontre des problèmes, il est rejeté par les membres de sa famille et la population, qui croient qu'il a trahi. La décision d'infiltrer les bandes s'est prise à un très haut niveau et doit être tenue secrète. Même sa fiancée lui crache au visage. Et lui doit faire preuve d'une grande fermeté idéologique pour tenir bon et continuer sa lutte.

Le film nous montre comment ce héros communiste, qui est très humain, dans la lutte, résoud les problèmes et renforce son idéologie.



Elections judiciaires en Albanie

Une justice rendue par le peuple et pour le peuple

Le dimanche 3 avril, toute l'Albanie était en fête. Dans tous les coins du pays, c'est dans une atmosphère de mobilisation joyeuse et enthousiaste que le peuple tout entier participait aux élections renouvelant les responsables des conseils et tribunaux populaires.

C'est qu'en Albanie, pays où existe la dictature du prolétariat, les élections sont véritablement libres et démocratiques et les organes de la justice fonctionnent réellement au service des intérêts du peuple qui les contrôle.

ABOLITION DES ANCIENS TRIBUNAUX

C'est dès la victoire de la lutte de libération nationale et de la révolution populaire, dirigée par la classe ouvrière, en 1945, que les anciens tribunaux, au service des féodaux et des bourgeois, ont été abolis.

Détruisant de fond en comble la superstructure étatique et juridique d'oppression, le Parti du travail d'Albanie créa à leur place les tribunaux populaires, instaura la justice et l'égalité socialiste.

CREATION DES TRIBUNAUX POPULAIRES

Organes de la dictature du prolétariat les tribunaux albanais se sont modifiés au fil des ans en concordance avec le développement de l'Etat socialiste et des nouvelles tâches qui s'imposaient à lui.

Dès 1946, la constitution albanaise sanctionnait certains principes fondamentaux de procédure comme la participation des masses à l'examen des affaires judiciaires, les droits de la défense, le débat judiciaire, le jugement public etc.

Ce sont ces orientations que les tribunaux populaires albanais mettent pratique. On distingue parmi eux : les tribunaux de village, de villes et de quartier, les tribunaux de district et la cour suprême.

UNE FONCTION D'EDUCATION

Les premiers sont au fond des organisations embryonnaires de l'administration directe de la justice par le peuple. Ils sont composés d'un juge qui préside la séance, assisté de deux militants d'organisations de

masse élus à main levée par l'assemblée du peuple pour trois ans.

Leur fonction n'est pas essentiellement répressive, mais d'éducation idéologique et politique. Leur principale méthode d'action consiste dans l'exercice d'une influence morale, dans la critique faite dans un esprit de camaraderie sincère envers ceux qui se sont rendus coupables de délits mineurs. C'est pourquoi, s'il estime avoir atteint son but, le tribunal populaire peut décider de ne pas poursuivre l'affaire, ne pas prononcer de sanction.

Le maillon fondamental du système albanais est représenté par les tribunaux de district. Ils connaissent en première instance toutes les affaires aussi bien pénales que civiles. Ils peuvent aussi examiner une seconde fois un jugement rendu par les tribunaux de base.

La Cour suprême est l'instance la plus élevée du système judiciaire. Elle examine en seconde instance les plus importantes affaires pénales et civiles jugées déjà une première fois par les tribunaux de district.

DES PRINCIPES PROLETARIENS

Dans leurs actions, les

magistrats populaires se guident sur une série de principes fondamentaux :

- la primauté de la politique prolétarienne. Indépendants des autres organes de l'Etat, qui ne peuvent leur dicter leur position, ils sont toutefois soumis aux intérêts de la dictature du prolétariat.

- la ligne de masse, qui impose de rechercher au maximum la participation des masses aux décisions de la justice. (élections de nombreux magistrats par exemple).

- l'obligation de rendre des comptes, celle-ci concerne tous les organes de l'Etat et tous les fonctionnaires, y compris ceux qui ne sont pas élus.

- le respect de la légalité socialiste qui impose le respect des lois de l'Etat socialiste.

- la libre appréciation des preuves dans la recherche de la vérité objective.

- les droits de la défense. (droit pour l'accusé de prendre connaissance de son dossier, de présenter des preuves de son innocence, innocence présumée du prévenu, interprétation du doute en faveur de l'inculpé, droit à l'assistance d'un défenseur etc.)

• Djibouti

Fin de la table ronde d'Accra Un pas vers l'unité

Cédant à l'exigence populaire du peuple de Djibouti, appuyé par l'OUA et le continent africain tout entier, le gouvernement français se résigne de mauvaise grâce à l'accès à l'indépendance de la Côte des Somalies.

A l'issue d'une table ronde regroupant le 19 mars, à Paris une fraction seulement des mouvements de libération, il a décidé l'organisation simultanée d'un référendum sur l'indépendance et d'élections législatives à Djibouti le 8 mai prochain pour préparer l'accès à l'indépendance prévu pour le 27 juin. La bourgeoisie impérialiste française mise sur la division existante, parmi les mouvements de libération, division qu'elle a elle-même soigneusement entretenue pour tirer son épingle du jeu en préservant ses intérêts impérialistes dans une région de haut intérêt stratégique.

De plus, les deux superpuissances, l'américaine comme la soviétique, s'agitent fort pour tenter de supplanter l'impérialisme français dans cette porte du désert qui commande l'accès à la Méditerranée à l'océan Indien par lequel transite l'essentiel du ravitaillement en pétrole de l'Europe occidentale.

Consciente de cette situation préoccupante, l'Organisation de l'Unité africaine a déployé de grands efforts pour unifier les différents points de vue des mouvements Afar et Issa afin que l'accès à l'indépendance du territoire se prépare et s'effectue dans de bonnes conditions. Elle a donc convoqué à Accra, (Ghana) une table ronde rassemblant sous sa présidence, des représentants de tous les mouvements de libération de Djibouti. Les débats ont été difficiles, deux grandes tendances s'y opposant : d'une part le «Front uni» qui rassemble le président de l'actuel conseil du gouvernement du «Territoire français» des Afars et Issas la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (soutenue par le PCF) des dissidents de l'«Union nationale pour l'indépendance» et le Front de libération de la Côte des Somalies, qui avaient participé aux discussions de Paris, d'autre part, le «Groupe uni» avec le Mouvement populaire de libération, l'Union nationale pour l'indépendance et le

Mouvement de libération de Djibouti.

Les difficultés qui opposent ces différents mouvements portent sur les modalités de la décolonisation, la nature des relations à maintenir avec l'impérialisme français, l'attitude par rapport aux deux pays frontaliers impliqués par l'accès à l'indépendance de Djibouti, l'Éthiopie et la Somalie.

Toutefois, les efforts déployés par l'OUA n'ont pas été vains. Malgré la divergence qui subsiste sur les problèmes de la future constitution et la tenue des élections générales le jour même du référendum, un accord a été conclu à Accra, ratifié par tous les participants qui ont décidé de se rassembler en un «Front uni». Un comité de coordination comprenant au niveau le plus élevé un représentant de tous les partis et mouvements va être créé. Il aura pour tâche de renforcer et élargir l'unité politique réalisée, de déterminer qui a qualité d'électeur et de préparer le référendum et les élections en composant des listes unitaires de candidats assurant une juste représentation de tous les partis.

Cette nécessaire unité devrait permettre, si elle est appliquée, à Djibouti de devenir dans de bonnes conditions, le 49e Etat indépendant d'Afrique.





Sécurité sociale - Rennes Déconfiture pour le «patron» de l'UNCASS

Le jeudi 31 mars, Van der Meulen, président du conseil d'administration de l'UNCASS (Union nationale des caisses de Sécurité sociale) où il est le représentant direct des patrons et du gouvernement, venait à Rennes faire une conférence sur la prévention. Cela suppose déjà un certain toupet : un porte-parole des patrons, un digne représentant du système capitaliste, parler de prévention alors qu'on sait que les conditions de travail, les conditions de vie en général sont les grandes responsables de la plupart des maladies. Mais ça, qui parle de changer ?

Comme dans les autres villes de France, où il était passé, les Rennais l'ont accueilli dignement. Le personnel des caisses de Sécurité sociale s'était mobilisé à l'appel des organisations syndicales CGT, CFDT et... CFTC (il faut bien redorer son image de marque !), et s'appretait à lui poser quelques questions générales sur ses revendications.

- L'emploi : les directions des caisses ont recours de plus en plus à l'intérim : on emploie des personnes pour cinq mois et demi (à six mois, ils ont la sécurité de l'emploi) et on les fout dehors ensuite.

- Les conditions de travail qui se dégradent de plus en plus surtout depuis la mi-

se en place de l'informatique.

- Les salaires : pour 76, 7,2 % d'augmentation (sans commentaire !...)

Les employés des caisses de Sécurité sociale montraient ainsi que les problèmes qui se posent à eux sont ceux de l'ensemble des travailleurs, mais ils voulaient poser aussi à Van der Meulen quelques questions sur les mesures graves qui se préparent en coulisse contre la Sécurité sociale.

Diminution du taux de remboursement pour un millier de médicaments, passage de 3 à 10 jours de carence pour arrêt maladie ? Et après ? La Sécurité sociale simple «assurance minimum» pour les travailleurs ? Nous nous étions donc «invités» dans la salle où devait se tenir la conférence de presse de Van der Meulen mais ce dernier a courageusement préféré la fuite, montrant ainsi un beau mépris pour les travailleurs. Les employés présents ont réaffirmé au nom de tous les travailleurs leur refus du démantèlement de la Sécurité sociale, ils ont réaffirmé également que le droit à la sécurité est un droit pour tous et que pas plus à la Sécurité sociale qu'ailleurs, les travailleurs sont disposés à faire les frais de la crise du capitalisme.

Une militante de l'Humanité rouge avec des employés de la Sécurité sociale.



Un film albanais contre les féodaux et l'obscurantisme

«Le commissaire de la lumière»

Le film se situe dans le nord de l'Albanie dans la partie la plus catholique et la plus obscurantiste du pays. L'action se passe en 1944-45. Dans cette région, les féodaux divisent le peuple au moyen de la vendetta, les femmes ne peuvent pas travailler, elles sont soumises aux hommes et aux exploités.

Le film montre comment, progressivement, au cours de la lutte contre les bandes de féodaux qui essayaient de saboter le pouvoir populaire, les femmes prennent les armes pour se libérer et libérer le peuple de ces bandits. Un instituteur, ancien partisan, membre du parti, ouvre

une école dans un district de montagne pour lutter contre l'obscurantisme. Il se heurte effectivement aux féodaux et au clergé.

Ces derniers ont constitué des bandes qui attaquent le pouvoir populaire. L'instituteur sera abattu mais sa fiancée prendra son fusil et tuera le propriétaire foncier qui a assassiné son ami et qui l'a humilié.

Ce film montre d'une façon très vivante la lutte des communistes et du peuple albanais contre l'idéologie religieuse. Il montre aussi le combat des femmes albanaises contre les anciennes coutumes et l'oppression.

30 ANS DE CINEMA EN
RÉPUBLIQUE POPULAIRE
SOCIALISTE D'ALBANIE

EN PROVINCE

TOURS - studio 4 : du 26 avril au 1er mai
GRENOBLE - Nef : du 4 avril au 10 mai
MONTPELLIER - Club : du 11 au 17 mai
AIX-EN-PROVENCE - Cézanne 6 : du 18 au 24 mai
LYON - Le Canut : du 1er au 7 juin
Viktor

Séguy s'en va-t-en guerre... Mais contre qui ?

«Le ton est à l'action» (l'Humanité), «le pied sur l'accélérateur» (CGT), (le Matin de Paris), «nous n'avons aucune raison d'attendre l'échéance des élections législatives» (Séguy). Apparemment Séguy s'en va-t-en guerre contre le plan Barre... mais en réalité ?

Il a même essayé de se montrer le plus combatif de tous. Alors que Maire refusait d'aller à la réunion CGT-CFDT de la semaine dernière, Séguy criait à qui voulait l'entendre : «c'est tout de suite qu'il faut agir», «l'inaction engendre la résignation», etc. etc.

UNE AFFAIRE ELECTORALE

Mais il est d'autres déclarations du même Séguy, qui éclairent les choses : «les questions économiques et sociales ont pesé lourd dans le résultat des élections municipales». Et il prend l'exemple de Durafour, de d'Ornano, Haby, Brousse, Ségard et autres grands perdants des municipales : «la CGT a conscience d'y être pour quelque chose». En clair : la direction de la CGT veut se servir du juste refus du plan Barre par les travailleurs pour que la gauche gagne les législatives, comme elle a progressé aux municipales.

A CHAUD - A FROID

Il en découle un certain type d'actions bien précis. Dans «l'Humanité-Dimanche», Séguy propose de «négocier à froid». Il ajoute par ailleurs : «prêts pour la négociation, mais aussi pour l'action si on nous y oblige». Ce «on» c'est le patronat : «ce qu'on a refusé de négocier à froid, on est contraint de le négocier à chaud (...) Au fond, c'est au gouvernement et aux patrons de choisir. Nous sommes prêts à négocier immédiatement».

Aux patrons et au gouvernement de choisir ? Comme au temps des rois de France : «Messieurs les Anglais, tirez les premiers» ? Cela cache quelque chose.

LA PEUR DE SEGUY

Ainsi Séguy se tourne vers les ouvriers, il dit : «luttons, mes camarades ! puis il se tourne vers le patronat, il dit négociations mes amis ! Pour-

quoi ?

C'est parce qu'il a peur, peur que la classe ouvrière, révoltée par le plan Barre, par les fermetures à Usinor et ailleurs, lance l'action de la base, sans crier gare, et en la menant jusqu'au bout.

Or, ce n'est pas le but de Séguy. Le but de Séguy (comme de Marchais-Mitterrand, etc.) c'est le bulletin de vote. Alors on se donne des airs de durs et vite on négocie. On enferme le mouvement dans de «justes proportions» ; il n'y a qu'à voir comment la CGT encadre la grève des dockers...

LA CHASSE

Dans ces conditions, mal-

heur à ceux qui s'opposent au Programme commun, à ceux qui ne font confiance qu'en la lutte classe contre classe : «Nous mettrons toute notre autorité, toute notre force au service la réussite d'un gouvernement de gauche. Pour faire face à toute tentative qui viserait à la compromettre» a dit Séguy.

En fait, c'est l'ouverture de la chasse que sonne Séguy, la chasse à tous ceux qui refusent et le plan Barre et le Programme commun, mais aussi à tous ceux qui oseraient semer même le doute sur l'efficacité de ce programme.

Voilà contre qui Séguy s'en va-t-en guerre.



La presse et les ballets de Shanghai

• Le Nouvel Observateur

annonce le spectacle par cette simple phrase : «Pour la première fois chez nous, 160 artistes chinois au service du réalisme maoïste chorégraphiques».

• Le Quotidien de Paris

D'une part, le journaliste s'en prend à ce qu'il appelle la «naïveté pédagogique» du ballet, à son sens destiné aux enfants. D'autre part, il salue la «fraîcheur, la vitalité potentielle de l'ensemble de la troupe» et le haut niveau d'interprétation de l'héroïne, «danseuse douce».

Mais pourquoi porter un jugement «selon nos critères» comme s'il s'agissait de critères de vérité absolue ?

• Le Monde

Marcelle Michel dans «le Monde» part au contraire d'une conception de l'art qui lui permet de mieux comprendre les choses : «Les ballets de Shanghai, ne l'oublions pas, n'ont

pas été conçus à l'usage des Occidentaux mais bien à l'intention du peuple chinois». Et cette démarche lui permet non seulement de voir toute l'importance de ce ballet dans l'histoire du peuple chinois, «dans un pays où les pieds des femmes ont été martyrisés et réduits pendant des siècles». Elle lui permet aussi de goûter «en occidentale» une œuvre de «danse classique, très éloignée de la gestuelle traditionnelle», une œuvre qui transmet «à cette danse figée d'académisme une vertu singulière, une vitalité qu'on n'espérait plus d'elle».

• L'Humanité

Que le dénommé Pierre Lartigue parle de la «naïveté» et de «l'ingénuité de l'art chinois, est déjà un signe. Qu'il avoue que l'art révolutionnaire chinois lui «échappe», n'est pas fait pour étonner qu'il couche sa haine de la Chine sous une ironie propre aux salons de XVII^e arrondissement ne mérite aucun commentaire. Mais la conclusion elle, mérite d'être relevée : «Attendons patiemment que les fantômes s'évanouissent (...) Un jour un art remplacera ces dis-

cours, cette sévérité révolutionnaire crispée» Les «fantômes» en question, Monsieur Lartigue, ce sont les centaines de millions de chinois qui ont vu l'œuvre, l'ont critiquée et ont participé à sa confection. Aussi votre «patience» est-elle vaine : le peuple chinois saura préserver comme la prunelle de ses yeux cet art de réalisme socialiste qu'il développe, comme il développe la révolution socialiste.

Et quand vous dites avec ironie «il y a longtemps que nous n'avions pas vu d'artistes chinois. Réjouissons-nous», faites bien attention que vos lecteurs ne vous prennent pas au mot ! Un cinéaste d'extrême-droite nommé Jean Yanne que vous plagiez au début de votre article («Les chinois à Paris») a essayé de porter atteinte à l'amitié que notre peuple porte au peuple chinois. Il ne s'en est pas encore remis !



LE No 2 DE L'HUMANITÉ ROUGE BIMENSUEL EST PARU.

Au sommaire :

- Europe : bataille autour d'un arlement
- Espionnage russe sur les côtes bretonnes
- Zaïre les mercenaires de Moscou
- Son cotra : un grand mouvement révolutionnaire de nass e
- Flamanville : les paysans contre la centrale nucléaire
- L'amiante qui tue
- La réforme Haby : l'école du chômage
- Radio-Bananas ou radio mère patrie ?



• Boulogne-Billancourt,
la Ferté-Bernard
Champagné

La lutte dans les usines Souriau

Les ouvriers et surtout les ouvrières de l'usine de Champagné débrayent depuis 6 semaines pour une augmentation de salaire.

Le premier avril, elles décidaient d'aller rendre visite au siège de la société à Boulogne-Billancourt. Une forte délégation de la Ferté Bernard se joignit à elles. Cette délégation était soutenue par tous les ouvriers de l'usine par une collecte organisée par la CGT et la CFDT.

Après une démonstration devant les bureaux de la direction locale : départ pour Boulogne, accueil par les travailleurs du siège qui débrayaient à cette occasion, manifestation dans le siège, repas dans une ambiance chaleureuse au restaurant du CE.

Le chef du personnel nous recevait à 14 heures une délégation d'une vingtaine de personnes) dans son bureau. On a assisté à un quart d'heure de baratin entre la CGT et le chef du personnel sur des histoires de négociations par télé-

phone. Le délégué CFDT pose la question : «Etes-vous prêt à augmenter nos salaires?». La réponse est claire : NON.

La CFDT quitte la salle, non sans avoir entendu le délégué CGT de Champagné dire : «Les travailleuses de Champagné sont très combattives. Si ce n'était pas la CGT qui dirigeait, il y aurait actuellement une grève sauvage à Souriau! Nous sommes rapidement suivis par les militants CGT; départ de tous les ouvriers pour le salon des composants. On se regroupe autour des stands Souriau, puis la manifestation se déroule pendant une heure dans le salon, avec banderoles, tracts et chansons.

Nous retenons deux points importants :

1) C'est la première fois que les ouvriers de 3 usines du groupe sont ensemble dans une lutte.

2) Pour les ouvriers de la Ferté et de Champagné, c'est notre première manifestation à Paris.

correspondant HR

A Champagné : la CGT est seule et assez forte.
A Boulogne : la CGT est faible.

A la Ferté-Bernard : la CGT (ancienne) est encore forte; la CFDT (nouvelle) progresse.

Nous étions plus de CFDT que de CGT. Notre délégation a été soutenue par une collecte au drapeau faite dans l'usine, qui a rapporté plus de 1000 francs.

• Marseille

Grève aux tréfileries et laminoirs de la Méditerranée

La discussion le 26 mars des revendications déposées le 1er ne donne rien, le patron (qui propose 1,5 %) disant que l'Etat qui est client suspendrait ses commandes si le plan Barre n'était pas respecté !

Le 29 c'est la grève ; le 30, les fondeurs mettent les fours au ralenti. Le patron les fait vider le 1er avril : c'est la menace de lockout.

Lundi 4, les travailleurs rejettent le point de vue

présenté au nom de l'inter-syndicale : « reprendre avec les miettes du patron et poursuivre l'action par des arrêts-surprises un jour par semaine ».

Ils décident de continuer avec piquets organisés et sérieux, formation d'une commission popularisation et d'une commission collecte, et maintien de toutes les revendications !

En cas de lockout, ils sont prêts à riposter !

• Gennevilliers

Grève avec occupation à la Général Motors

La grève a débuté le 31 mars dernier avec les revendications suivantes :

• 200 F pour tous et 3 %

• Garantie de l'emploi.

• Suppression de l'article 31 de la convention collective de la métallurgie (cet article prévoit le licenciement d'un ouvrier si celui-ci prend plus de 45 jours d'arrêt-maladie par an).

• Réduction du temps de travail

L'occupation a été votée le lundi 4 avril à bulletin secret par 65 % des votants, 1100 ouvriers étaient présents.

Il y a une très forte participation des travailleurs de fabrication. On compte 34 nationalités d'ouvriers en dehors des ouvriers français.

Correspondant HR
Gennevilliers

Congrès du SGEN-CFDT

Une direction en difficulté

C'est seulement avec 56 % des mandats que la direction du syndicat général de l'Éducation nationale CFDT a été élue, jeudi 31 mars dernier, à l'issue d'un congrès tout entier marqué par l'approfondissement de la lutte de classe à l'intérieur de cette organisation.

Depuis le congrès de 1974, tenu à Clermont-Ferrand, les contradictions se sont déplacées dans le SGEN. Alors qu'il y a 3 ans, la bataille principale se livrait contre les tenants d'une ligne archiréactionnaire type CFTC, le congrès qui vient de se tenir à Grenoble a vu s'opposer les tenants du syndicalisme de lutte de classes et la direction nationale qui masque sous un vocabulaire en apparence « de gauche », une orientation fondamentale réformatrice.

Cette contradiction fondamentale a été à l'origine de tous les débats pendant 4 jours.

A la fin de ce Congrès, on ne peut que rester perplexe devant le texte de la résolution générale qui présidera à l'orientation du syndicat pendant les trois prochaines années.

En effet, dans un texte très typiquement CFDT : reconnaissance théorique de la lutte des classes, de la nécessité de situer la lutte contre l'école dans le cadre de la lutte générale contre le capitalisme, mais qui n'en tire que peu de conséquences pratiques, sont venus se greffer des thèmes de lutte de classes qui déséquilibrent l'orientation de la direction syndicale.

A PROPOS DE L'ÉCOLE

Un important amendement proposé par l'Académie de Lyon, et adopté par le congrès (48 % des man-

ats pour, 41 % contre), indique : « Les enseignants se trouvent placés dans un rouage de l'appareil idéologique d'État. Ils véhiculent donc, en enseignant, l'idéologie de la classe au pouvoir qui se cache derrière le concept de neutralité et d'objectivité... Malgré cela, la masse des enseignants ne conteste pas l'institution scolaire, et majoritairement, continue à penser que l'école « libère » malgré l'État. La FEN qui représente cette masse refuse de reconnaître l'existence des conflits de classes dans l'école ».

Malgré cette analyse, le SGEN a néanmoins accepté un projet « d'école de base » sur l'enseignement élémentaire (52 % pour) entièrement marqué par les pires illusions pédagogiques à propos du caractère émancipateur du « savoir ».

SUR LA LUTTE DES CLASSES DANS L'ÉDUCATION

Sur ce thème particulièrement important pour tous les travailleurs, enseignants et non enseignants de l'Éducation nationale, les dirigeants et les éléments réformatrices ont subi une importante défaite.

Le congrès a d'abord repoussé, à main levée, par 268 voix contre 130, le principe d'une organisation spécifique des cadres à l'intérieur de la CFDT. Décision importante (mais sera-t-elle concrétisée) puisque le SGEN-CFDT représente 40 % de l'Union confé-

dérale des cadres CFDT.

Par ailleurs, les délégués ont adopté, par 156 voix contre 132, un amendement à la résolution générale qui précise :

« Dans le cadre de notre option antihierarchique, notre objectif est la suppression de la hiérarchie des salaires. Dans un premier temps pour que le resserrement de l'éventail hiérarchique soit assez rapide, la définition des revendications salariales doit :

- abandonner la notion injuste de « maintien du pouvoir d'achat pour tous »

- intégrer celle d'augmentations antihierarchiques c'est-à-dire supérieures en valeur absolue pour les bas salaires.

Cette position constitue une orientation fondamentale qui conduira nos interventions dans la CFDT ainsi que nos propres revendications en matière de salaires et rémunérations annexes.

Cette orientation, pourtant combattue vigoureusement par les dirigeants, s'oppose donc désormais aux positions de la direction confédérale de la CFDT ainsi qu'à la CGT et à la FEN, chauds partisans de la hiérarchie des salaires.

POUR LA TITULARISATION DES NON-TITULAIRES

Il y a plus de 100 000 non titulaires dans l'Éducation, l'université et la recherche. C'est dire si ce thème de lutte prend une grande importance surtout dans cette période de mise en place de la réforme Haby qui constitue une grave menace pour l'emploi dans l'Éducation.

On ne s'étonnera donc pas que le problème des revendications à avancer ait

été l'objet d'une lutte intense entre les deux voies. Face à ceux qui, s'alignant en cela sur la FEN, se contentaient de réclamer une hypothétique garantie d'emploi, le congrès a affirmé avec force la juste revendication : titularisation immédiate avec droit à la formation pour tous sans déclassement ni perte de salaire.

Le SGEN-CFDT a également prévu de lancer l'action pour obtenir satisfaction dès le 3e trimestre.

LES RELATIONS ENTRE LE SYNDICAT ET LES TRAVAILLEURS

Sur ce sujet, extrêmement sensible à la CFDT, les partisans de la lutte de classes ont subi un échec mais de très peu.

En commission de travail, un texte extrêmement positif avait été adopté qui mettait en avant la nécessité des assemblées générales, du comité de grève élu en assemblée générale, et surtout affirmait le pouvoir de négociation de la structure qui mène la lutte.

Cette position, complètement antagonique à celle de la direction confédérale, reconnaissait que le pouvoir de négociation n'est pas de l'unique ressort de la section syndicale et affirmait de plus que lorsque le syndicat négocie il doit néanmoins se soumettre au contrôle des travailleurs réunis en assemblées générales.

En assemblée plénière, le congrès a repoussé ces thèses, lors d'un vote par mandats, par 31 026 voix (47,83 %) contre 29 664 (45,73 %) et 3 646 abstentions (5,62 %).

Moins de 2 000 voix d'écart sur un scrutin aussi important, voilà qui est encourageant pour l'avenir !

(A suivre)

• Sescosem (St-Egrève)

Les Sescosem à Paris

Nous avons relaté dans notre édition d'hier la manifestation contre les licenciements envisagés dans le groupe, des SESCOSEM d'Aix et St-Egrève et d'autres entreprises parisiennes du groupe Thomson, à l'occasion du comité central d'établissement coïncidant de plus avec l'ouverture du salon des composants.

Notre correspondant de St-Egrève nous a transmis un compte-rendu plein d'un enthousiasme qui témoigne du succès de cette manifestation et dont voici quelques extraits :

« Dès le départ en car de Grenoble il régnait une très bonne ambiance... Arrivés à Paris, nous sommes allés au salon des composants. Nous avons distribué des tracts, fait une prise de parole... Nous avons chanté

et scandé des mots-d'ordre contre les licenciements (...). On a vu arriver 4 hommes habillés pareil avec « THCSF » peint sur le dos, une grande pancarte : « 40 heures, 5e semaine, libertés syndicales, etc. » (rien sur l'emploi, objet de la manif !) et... l'Huma dans la poche (au moins l'un d'eux) !

Ils se sont mis en tête de la manif pour être filmés et photographiés (c'était visiblement leur but)

Les dirigeants syndicaux ont formé un cordon pour empêcher les travailleurs de rejoindre ceux qui étaient déjà avec la Sescosem (pour entrer dans le salon)... Le cordon a été vite repoussé... Des flics ont essayé de nous empêcher de remonter mais ils étaient une vingtaine et ils n'ont pas trop insisté. Le

défilé a été très combatif.

Nous sommes repartis avec le cœur plein de joie d'avoir vu la solidarité, la combativité des autres travailleurs.

Beaucoup se sont aperçus que le patronat n'est pas leur seul ennemi mais qu'ils

en ont deux autres : les révisionnistes de la CGT et les réformatrices de la CFDT.

A l'usine, la lutte continue : lundi, deux autres ouvrières finissent leur contrat et reviennent travailler. Elles sont ainsi quatre à travailler illégalement.



31 mars 77, les travailleurs se dirigent vers le salon des composants.